

Le paysage stratégique s'anime : entretien avec le professeur Curt Gasteyger

Autor(en): **Weck, Hervé de / Bosshard, Antoine / Gasteyger, Curt**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **139 (1994)**

Heft 2

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345382>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le paysage stratégique s'anime

Entretien avec le professeur Curt Gasteyger

L'incertitude de l'Alliance atlantique, en Occident, répond en fait aux incertitudes mêmes de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), où Moscou joue un rôle de plus en plus central. Spectre de la prolifération, essai nucléaire chinois, métamorphose de la guerre: Curt Gasteyger, directeur du Programme d'études stratégiques (IUHEI, Genève) fait le point.¹

– Après quelques années de grisaille, il semblerait que le paysage stratégique, en Europe, s'anime et s'assombrisse à la fois. Moscou refuse l'entrée à l'OTAN des démocraties de l'Est, elle demande des ajustements à l'accord sur les armes classiques en Europe. Qu'en dites-vous?

– Je dirais d'abord qu'il y a des facteurs positifs dans le tableau actuel. Songez à l'importance du programme de retrait des forces soviétiques d'Allemagne, soit 380 000 soldats et 220 000 civils. Il est très avancé, et sa mise en œuvre est d'autant plus difficile que ces hommes rentrent dans un pays en pleine désintégration, en pleine misère sociale. De plus, les forces russes viennent de se retirer de la Lituanie, premier pays balte à être libéré de ce qu'il a toujours considéré comme étant une occupation. Ce traitement privilégié s'explique: la Russie a besoin de la bonne volonté de Vilnius pour jouir de l'indispensable transit au grand port de Kaliningrad.

Pour la Lettonie et l'Estonie, c'est vrai, la situation est moins prometteuse, car c'est sur leur territoire que se trouvent toujours des installations militaires (anti-aériennes et navales) que la Russie juge encore essentielles. De surcroît, les deux pays comptent une population russe importante. Ceci dit, l'Estonie et la Russie viennent de se mettre d'accord sur le retrait des derniers contingents russes se trouvant encore sur le territoire estonien – et cela jusqu'en automne prochain.

– Après les récents événements à Moscou, doit-on s'attendre à un durcissement de la politique étrangère russe?

– Plusieurs indices nous indiquent en effet une réorientation encore prudente de la politique étrangère de la Russie. Celle-ci a toujours été tiraillée entre trois tendances: pro-occidentale, slavophile-nationaliste et «euro-asiatique». La première était (et l'est en grande partie encore) celle préconisée par Eltsine lui-

même. Elle est de plus en plus contestée par ses adversaires nationalistes qui, eux, préconisent un retour à la «Grande Russie». Le troisième groupe (auquel s'associent probablement bien des militaires) plaide pour une Russie à cheval entre l'Europe et l'Asie, donc une Russie maintenant son influence en Asie centrale et dans le Caucase. Autant de régions d'importance stratégique pour Moscou, ne serait-ce que pour contrecarrer l'influence chinoise et assurer le passage vers le Moyen-Orient.

Les élections récentes au nouveau Parlement ont d'ailleurs clairement démontré la montée des sentiments nationalistes, voire chauvinistes, dans des secteurs importants du peuple russe (surtout dans les grandes villes et chez les gens âgés). Ces sentiments ont leur origine, et dans une profonde humiliation qu'a causé la désintégration de l'empire soviétique, et dans la misère sociale dans laquelle se retrouve,

¹ Une première version de cet entretien a paru dans le Journal de Genève et Gazette de Lausanne du 6-7 novembre 1993.

une fois de plus, une grande partie de la population.

- Et l'armement?

- Distinguons d'abord entre l'armement nucléaire et l'armement conventionnel. Pour ce qui touche le premier, nous venons d'apprendre que la Russie possède 50% de têtes nucléaires de plus qu'elle ne l'admettait officiellement (soit quelque 45 000 au lieu de 30 000). Ce sont des chiffres énormes et inquiétants. Pour ce qui est de l'armement conventionnel, Moscou vient de demander à ses partenaires occidentaux une modification de l'accord sur la réduction des forces conventionnelles conclu il y a trois ans: les CFE. Ceci notamment pour les chars, l'artillerie et les troupes aéroportées dans la zone du Caucase couverte par le traité. Explication: la Russie a ou aura besoin davantage de ces armes pour ses missions de maintien de la paix dans ces régions.

Une telle demande n'est pas sans justification. Car à part l'Ukraine, la Russie, de par son étendue spatiale, est le seul pays signataire du traité CFE à se voir divisée en plusieurs zones dont chacune a un plafonnement différent en fonction de l'importance stratégique qu'elle avait pendant la confrontation des deux blocs militaires. Comme cette confrontation n'existe plus, la Russie aimerait ajuster le traité selon les nouvelles données, pour gagner plus de flexibilité dans le déploiement de ses

forces, avant tout en Asie centrale. L'Occident semble prêt à en tenir compte.

- Etes-vous rassuré par cette lente réapparition d'une «grande Russie»?

- La question, ici, est moins de nous demander si l'ampleur et la proximité de ce pays qu'est la Russie est une source d'inquiétude. La question est plutôt de savoir avec quelle Russie nous aurons affaire dans l'avenir: une Russie nationaliste, impérialiste et autoritaire ou, ce que nous souhaitons, une Russie démocrate, ouverte et coopérative. Dans le deuxième cas, on pourrait considérer une restructuration, voire une réintégration de la Communauté des Etats indépendants (CEI) avec plus d'équanimité, sinon plus de compréhension. Car il y a des raisons économiques quasi impératives qui poussent ces anciennes républiques à se réorienter vers Moscou. Ceci ne va pas sans peine de part et d'autre, surtout pour un pays comme l'Ukraine qui n'a toujours pas signé ni le Traité de non-prolifération, ni le Traité START. Or les deux textes visent à l'abandon, par Kiev, des armes stationnées sur son territoire.

Quelques progrès ont été faits en décembre dernier. L'Ukraine s'est déclarée prête à démanteler presque la moitié de ses missiles mobiles SS-24 - évidemment contre une compensation financière. Il en reste toujours 130 de type SS-19,

dont l'entretien devient de plus en plus difficile.

Il se peut donc que l'Ukraine se plie, finalement, non seulement aux pressions occidentales, mais aussi et davantage aux nécessités d'une économie qui se délite. A quel prix vendre la fierté de l'indépendance politique contre une aide économique, qu'elle vienne d'Occident ou, plus important, de Russie?

- Et que dites-vous de la situation interne en Russie?

- Le pays d'Eltsine se voit confronté aujourd'hui à un triple défi: celui de l'opposition nationaliste-réactionnaire; celui de serrer les rênes ou le contrôle au sein de la CEI. Et, non le moindre, celui d'éviter une fragmentation de l'intérieur. Bien des républiques et des districts profitent de l'affaiblissement de l'autorité centrale pour exploiter, à leur profit, leurs ressources sans les transférer à Moscou.

Le 12 décembre, les Russes se sont donnés non seulement un parlement démocratiquement élu mais aussi une nouvelle Constitution. En principe ces deux développements devraient être rassurants. S'ils ne le sont que partiellement c'est parce que, primo, le Parlement est fractionné en trois grandes tendances - nationaliste, communiste et réformatrice. Aucune d'entre elles dispose d'une majorité. Secondo, la Constitution, de nature présidentiel-

le, contient des éléments autoritaires dont un futur président pourrait abuser.

- Quel sens donnez-vous à la nouvelle stratégie de l'armée russe, annoncée par le général Gratchev?

- Pour ce qui est de la menace qu'elle fait planer - une première frappe atomique - l'armée russe montre qu'elle renonce à la formulation de pure propagande qui fut celle de la période communiste. De plus, ayant perdu sa prépondérance en forces conventionnelles, la Russie n'est pas sans se rapprocher de la doctrine occidentale, mettant en balance moyens classiques et moyens nucléaires. Pour le reste du projet - mobilité, souplesse accrue de l'armée russe, forces d'action rapide, y compris sur les théâtres de la périphérie - il tend aussi à rapprocher la stratégie russe de celle des forces de l'Ouest. A cette différence près que la Russie tend à mettre en pratique ce qui, à l'Ouest, est encore au stade de réflexions théoriques. Ici comme là, on tend à remplacer l'homme par la technique, en raison du coût croissant des armées de masse. Moscou, de plus, est confrontée à d'autres difficultés graves, celle d'une armée qui est loin d'être unifiée, et celle de la demoralisation dans les rangs: les conditions de vie des soldats sont tout simplement abominables.

Enfin, je dirais que la Russie donne l'impression qu'elle tourne le dos à l'an-

cien style de la stratégie, lourdement offensive, de l'époque communiste. Elle se montre, par sa participation éventuelle à des opérations de paix, plus coopérative et plus conforme, en quelque sorte, au contexte général qui est celui d'aujourd'hui.

**La Russie possède
15 000 têtes
nucléaires de plus
qu'elle ne l'admet
officiellement.**

Ceci dit, la doctrine et la manière dans laquelle le général Gratchev l'a présentée contient aussi des éléments moins rassurants. Ainsi les militaires russes se réservent le droit d'intervention aussi en dehors de la Russie (à savoir dans les anciennes républiques soviétiques) s'ils jugent la sécurité de celle-ci menacée par les événements outre-frontière.

- Depuis la prise d'assaut de la «Maison-Blanche» par les militaires, peut-on soutenir que l'armée reste la seule force véritablement organisée dans le pays?

- L'armée russe est loin de former une unité cohérente. Elle est tiraillée par des controverses entre les différentes générations et certainement aussi entre la centrale moscovite et les régions lointaines en pleine guerre. Il y a des désertions en masse et des problèmes de loyauté chez ceux des of-

ficiers qui doivent se décider si, dorénavant, ils veulent rester dans l'armée russe ou servir leur nouvelle patrie devenue, d'un jour à l'autre, indépendante. La conclusion de tout cela ne peut être qu'à part quelques éléments (comme une partie du KGB) il n'y a plus de force véritablement cohérente et unifiée en Russie.

- Autre sujet d'inquiétude: la prolifération des armes nucléaires...

- Un sujet de longue date et de longue haleine. Déjà le président Kennedy prédisait que le monde comprendrait une vingtaine de puissances nucléaires dans les années 1980. Son pronostic, heureusement, s'est avéré trop pessimiste. Officiellement, la composition du «Club des Cinq» reste inchangée. Mais c'est un secret de Polichinelle qu'Israël possède des armes nucléaires. La tendance vers une prolifération nucléaire subsiste pourtant, et les candidats sont connus: l'Inde et le Pakistan avant tout. D'autres, comme la Corée du Nord et l'Iran, pourraient suivre. N'oublions pas non plus que des armes nucléaires sont toujours déposées sur les territoires de trois anciennes républiques soviétiques: Ukraine, Biélorussie et Khazakhstan.

- Peut-on dire que le Traité de non-prolifération a été efficace et effectif?

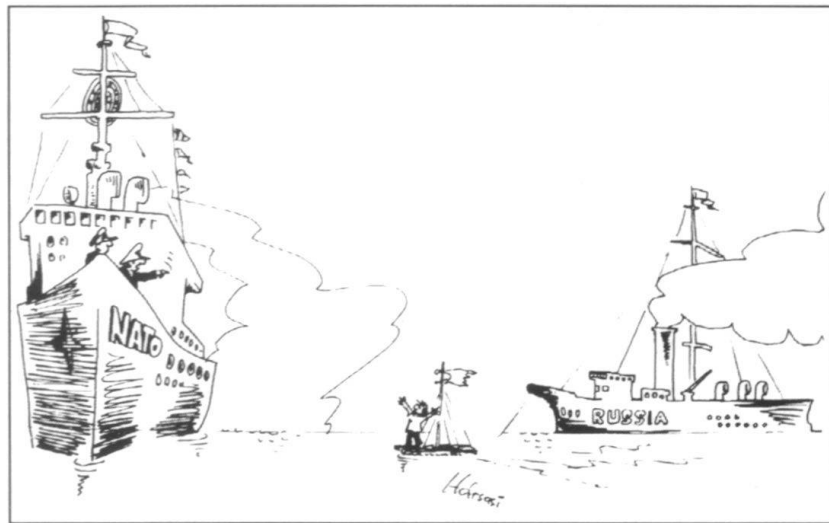
- En principe oui. Cela dit, deux éléments, ici, me troublent. C'est d'abord la repri-

se des essais chinois. En un sens, cet essai n'est pas très menaçant: Pékin en a effectué moins de 40, comparés à plus de 900 réalisés et admis officiellement par les Etats-Unis à ce jour, plus 200 tests réalisés secrètement. Mais il tombe en plein moratoire sur les essais qu'observent actuellement les autres puissances nucléaires. Et en pléines négociations, à Genève, sur un traité interdisant tout essai. Par ricochet, ce test a déjà ravivé ceux, en France et aux Etats-Unis, qui demandent la reprise des essais pour leur pays.

Second souci: le Traité de non-prolifération devrait être prorogé en 1995. Si les puissances nucléaires se mettent à reprendre leurs essais, elles démontrent par là qu'elles attribuent toujours du prix à la possession des armes nucléaires. Comment veulent-elles persuader, de manière crédible, les autres Etats d'y renoncer?

- N'assiste-t-on pas à une sorte d'effritement idéologique: pendant des années, l'idéologie dominante était celle, à l'Est comme à l'Ouest, de l'Arms Control, du désarmement, de la paix, de la coopération. Or, aujourd'hui, plusieurs conflits internes en Europe, illustreraient le contraire...

- Cette idéologie, rappelez-vous, a surtout imprégné les relations Est-Ouest et celles des grandes puissances: ni le tiers-monde, ni la Chine ne l'ont vraiment adoptée. De plus, la guerre



Magyar Honvéd, 29.10.93.

froide, comme toute guerre, a imposé une discipline à l'ordre international, qui a donné l'impression d'une certaine stabilité, d'une relative prévisibilité. Les grandes puissances en étaient les garantes, car cette discipline leur permettait de faire pression sur leurs alliés ou amis. Aujourd'hui, cette «discipline» s'est perdue et les forces ou les intérêts nationalistes souvent réprimés peuvent se manifester. Il en résulte une fragmentation de l'ordre international et des conflits sur le plan national. Pour empêcher l'un ou endiguer l'autre, les armes nucléaires – instrument principal de dissuasion pendant la guerre froide –, ne servent plus à grand-chose. En quoi pourraient-ils dissuader les rebelles kurdes ou les guerriers serbes?

- Et l'OTAN, dans ce paysage-là?

- Elle se trouve devant la double tâche de définir son propre rôle dans une situa-

tion où il n'y a plus d'ennemi (du moins dans l'immédiat) et de répondre aux demandes d'admission venant des pays de l'Est. La première tâche revient à une nouvelle légitimation des forces armées. La deuxième à un élargissement de l'Alliance vers l'Europe orientale. Des pays comme la Pologne ont clairement exprimé le désir d'être admis comme membre de l'OTAN. Celle-ci se montre prudente. Son extension vers l'Est paraît donc peu probable pour le moment. La raison en est simple: on ne sait pas si un tel élargissement ne va pas réduire du même coup l'efficacité de l'Alliance et augmenter l'isolement de la Russie ou de l'Ukraine.

Nous débouchons là sur la question centrale, qui ne se posera pas seulement à l'Alliance atlantique, mais à l'Europe tout entière: quelles devraient être les futures structures qui redonneraient à l'Europe à la fois une sécurité militaire et

une stabilité politique, et quels pays devraient être inclus dans ces nouvelles structures, ou institution afin qu'elles n'embrassent

**L'OTAN?
Elle doit à la fois
redéfinir son rôle
et répondre
à des demandes
d'admission de
pays de l'Est.**

pas seulement tout le monde (comme actuellement la CSCE), mais soient en même temps efficaces.

Lors du «sommet» de l'Alliance à mi-janvier à Bruxelles, l'OTAN a renouvelé et concrétisé son offre d'un «partenariat pour la paix» («Partnership for Peace») à tout pays européen, qu'il soit neutre ou situé en Europe orientale. Il s'agirait d'un traité entre l'Alliance et le pays en question, dont le contenu serait à définir en fonction des besoins de sécurité de ce dernier. Un sorte d'association militaire «à la carte» qui pourrait aussi intéresser un pays comme la Suis-

se en quête d'une participation plus active à la construction d'un nouveau système de sécurité en Europe.

Cependant cette offre de l'OTAN paraît insuffisante à plusieurs pays de l'Europe centrale, tant qu'elle n'est pas assortie au moins par la promesse de la possibilité d'une adhésion ultérieure.

- Au Proche-Orient, comment peut-on estimer la menace que représentent les régimes actuellement en place en Iran et en Irak?

L'Iran et l'Irak resteront des forces politiques et militaires au moins potentiellement menaçantes, voire déstabilisantes. Pour le moment, leur capacité d'action est limitée soit par l'embargo international (imposé à l'Irak), soit par l'état critique de l'économie et un régime politique usé – ce qui est le cas de l'Iran. Mais ni l'un ni l'autre a abandonné l'ambition de devenir la puissance dominante du Moyen-Orient – même au prix d'un armement nucléaire.

- Quelle pourrait être l'évolution des relations entre Israël, les Palestiniens et les Etats arabes?

– L'accord de paix solennellement conclu entre Israël et l'OLP à Washington en septembre dernier est important en tant qu'acte symbolique. Considérer l'autre côté non plus comme adversaire mais l'accepter comme partenaire dans un processus de réconciliation combien difficile constitue un progrès indéniable. Mais nous sommes encore loin d'une véritable paix. Tout d'abord parce que, comme d'habitude, le diable se cache, non dans les déclarations grandioses mais ressort dans les réalités de la vie quotidienne. Ensuite nous constatons que, ni du côté israélien ni du côté arabe, l'accord de Washington trouve l'unanimité et le soutien nécessaires. Nous devons donc nous attendre à bien des tergiversations et des déceptions de part et d'autre. Mais ce qui compte, c'est que le dialogue est engagé et que personne peut s'en retirer sans perdre la face et se voir accusé de vouloir saboter la marche vers la paix.

**(Propos recueillis
par Antoine Bosshard
et Hervé de Weck)**